



CHAPITRE 5

CHAPTER 5

Loi portant à quatre-vingt-seize millions de dollars les sommes destinées aux prêts agricoles

An act to increase to ninety-six million dollars the sums destined for farm loans

[Sanctionnée le 15 novembre 1951]

[Assented to, the 15th of November, 1951]

Préambule.

ATTENDU que l'agriculture est l'industrie fondamentale de cette province et qu'il y a lieu d'aider dans la plus large mesure possible à son progrès et à son expansion;

Attendu que la Loi du crédit agricole du Québec s'est avérée l'une des contributions les plus salutaires à la prospérité de l'agriculture, au bien-être des cultivateurs, à l'établissement de leurs fils sur la terre et au raffermissement des institutions paroissiales, municipales, scolaires et coopératives liées à l'économie rurale;

Attendu qu'il y a lieu en conséquence d'accorder de nouveaux crédits à l'Office du crédit agricole du Québec pour fins de prêts aux agriculteurs;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Versements autorisés.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine et sur la recommandation du ministre de l'agriculture, autoriser le trésorier de la province à verser, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit

WHEREAS agriculture is the basic industry of this Province and it is expedient to contribute in the largest measure possible to its progress and expansion;

Whereas the Quebec Farm Credit Act has proved to be one of the most salutary contributions to agricultural prosperity, to the welfare of farmers, to the establishment of their sons on the land and to the strengthening of parochial municipal, educational and cooperative institutions connected with the rural economy;

Whereas it is consequently expedient to grant further credits to the Quebec Farm Credit Bureau for purposes of loans to farmers;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Lieutenant - Governor in Council may, on such conditions as he may determine, and upon the recommendation of the Minister of Agriculture, authorize the Provincial Treasurer to pay, out of the consolidated revenue

Payments authorized.

agricole du Québec, en outre des sommes que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux agriculteurs, un montant de dix millions de dollars, pour être employé aux fins prévues par la Loi du crédit agricole du Québec (1 Édouard VIII (2^e session), chapitre 3), en la manière et aux conditions déterminées par cette loi avant sa modification par la loi de 1940, 4 George VI, chapitre 6.

Intérêt et
rembour-
sement.

En conséquence, les prêts qui seront faits aux agriculteurs à même ce crédit additionnel porteront intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi-annuellement, et seront remboursables, au choix de l'emprunteur, soit en trente ans, par amortissement d'un et demi pour cent par année pendant cette période et paiement du solde à l'expiration de celle-ci, soit en trente-neuf ans et demi, par amortissement au même taux, l'emprunteur ou ses ayants droit conservant néanmoins le droit de rembourser tout prêt par anticipation, en totalité ou en partie.

fund, to the Quebec Farm Credit Bureau, besides the sums which the latter is already authorized to loan to farmers, an amount of ten million dollars, to be used for the purposes contemplated in the Quebec Farm Credit Act (1 Edward VIII (2nd Session), chapter 3), in the manner and on the conditions specified in the said act before its amendment by the act of 1940, 4 George VI, chapter 6.

Consequently the loans to be made to farmers from this additional credit shall bear interest at the rate of two and a half per cent per annum, payable semi-annually, and shall be repayable, at the borrower's option, either in thirty years, by amortization at one and a half per cent per annum during such period and payment of the balance due at its expiration, or in thirty-nine and a half years, by amortization at the same rate, the borrower or his successors retaining nevertheless the right to repay any loan by anticipation in whole or in part.

Interest
and re-
payment

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.